

NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

N° 96

Mars 2022



Thinking Africa

L'ENJEU AGRICOLE DE LA PROVINCE DE L'ITURI

AUSTIN ADEGITHO NGABICWAKA

Assistant à l'Université de Bunia, Licencié en Relations Internationales (République Démocratique du Congo).

www.thinkingafrica.org

RÉSUMÉ

La Province de l'Ituri est au tournant de son histoire. Elle est gangrenée par l'insécurité qui ne lui procure aucun développement. Un bon nombre de sa population vit dans la peur inimaginable. Tout le jour on parle de cas de mort de massacre et tuerie, des pillages, des incendies et de kidnapping. La plupart de sa population sont des déplacés et vivent dans des cas de fortune. D'autres sont même réfugiés en Ouganda voisin et ne savent plus vaquer aux activités champêtres pour leur auto-prise en charge. Alors que les dispositions naturelles de l'Ituri y autorisent la culture d'une palette variée de produits vivriers nonobstant les produits industriels. La présence d'un relief accidenté au nord avec une altitude moyenne de 1250 m environ et des sommets au-delà de 3000 m font baigner la région d'un climat qui oscille entre le type tropical humide et le type tropical relativement tempéré, marqué par une petite saison sèche, peu prononcé avec des précipitations plus ou moins abondantes et régulièrement réparties tout au long de l'année.

CONTEXTE

Cette note d'analyse s'inscrit dans un contexte d'insécurité alimentaire tendue dans une Province à pourtant vocation agropastorale au Nord-est de la RDC. L'Ituri, jadis pourvoyeur de produits agricoles autant pour son pays comme pour les pays limitrophes à l'occurrence l'Ouganda et le Soudan, vit un paradoxe contemporain malgré ses potentialités vertes, au point qu'elle est plongée dans une totale dépendance des produits agricoles de base.

IDÉES MAJEURES

Dégager et expliquer les différents enjeux agricoles sources de l'insécurité alimentaire en Province de l'Ituri.

Proposer des pistes des solutions à tous les échelons pour pouvoir répondre avec efficacité et en toute célérité à la question de l'alimentation en Province de l'Ituri.

PROBLÉMATIQUE

Pourquoi l'Ituri est-elle virée dans l'insécurité alimentaire ? Que faut-il faire pour promouvoir l'agriculture pour son développement ?

MOTS CLÉS

Analyse, Politique, Enjeu, Agricole Ituri.

I. INTRODUCTION

L'Agriculture est l'un des secteurs vitaux et le poumon de l'économie et du développement de plusieurs Etats. Située à l'extrême nord-est de la République Démocratique du Congo, la Province de l'Ituri. Cependant, la province de l'Ituri, dispose d'énormes potentialités de terres arables et de conditions agro-écologiques dont la mise en valeur est susceptible de nourrir la majeure partie du pays ainsi que certains pays voisins comme l'Ouganda ou, le Soudan du Sud, mais ces opportunités demeurent presque inexploitées jusqu'à ce jour.

Cette Province s'étend sur une superficie totale de 65 658 km², soit un territoire deux fois plus grand que le Rwanda, environ deux fois la Belgique.

Elle est issue de la mise en place d'une réforme administrative en 2015, qui a permis au pays de passer de 11 à 25 Provinces plus la ville de Kinshasa en vue de répondre aux impératifs de la constitution du 18 février 2006, telle que modifiée à ce jour.

En Ituri comme dans d'autres Provinces en République Démocratique du Congo, l'agriculture occupe une place déconsidérée, au profit du secteur minier, seul 3% du budget national est alloué à l'agriculture alors que le pays a à nourrir environ quatre-vingt-dix millions de citoyens et que la malnutrition constitue un enjeu de santé publique prépondérant. Depuis son installation en 2015, le Gouvernement de la Province de l'Ituri a accordé une faible attention au secteur de l'agriculture jusqu'ici.

Alors que, la Province de l'Ituri était un havre de paix, terre d'opportunité, poumon économique de l'ex-Province orientale et l'un des grands greniers du pays, force est de constater qu'elle traverse une instabilité généralisée depuis des décennies. L'insécurité grandissante provoque une baisse sensible des produits agricoles. Cette situation dramatique fait que l'Ituri bascule vers la dépendance alimentaire pour pouvoir nourrir plusieurs milliers de centaines de bouches, en important les produits de première nécessité provenant de l'Ouganda, du Soudan du Sud à l'instar de oignons, tomates, même le haricot qui jadis produit exclusivement des territoires de Djugu, Mahagi et Irumu ; du Kenya voire de la chine avec le riz, le thé et autres. Comment, dans un climat d'insécurité aussi grandissant, promouvoir l'agriculture comme clé de développement ?

II. PRÉSENTATION DE L'AGRO-ÉCOSYSTÈME DE LA PROVINCE DE L'ITURI

La Province de l'Ituri est située sur les deux bassins versant entre le fleuve Nil et le fleuve Congo. Cette position lui confère une potentialité agricole présentée sur

trois zones agro-écosystèmes, entre autres : la zone d'agro-écosystème forestier de la région de basse altitude, favorable à la culture de céréale, de caféier du type Robusta et du cacao. La zone d'agro-écosystème de la montagne ou de la région de haute altitude quant à elle, est favorable aux cultures comme : tomate, carotte, choux, légumes, caféier du type Robusta, haricot... et enfin, la zone d'agro-écosystème de savane qui est plutôt favorable aux cultures telles que les cotonniers.

Pour mémoire, la Province de l'Ituri est située à l'extrême nord-est de la RDC. Elle partage à l'est, la frontière maritime avec l'Ouganda, à l'Ouest elle est limitée par les Provinces de Tshopo et de haute Uélé ; au Nord, elle partage la frontière terrestre avec le Soudan du Sud, enfin, au sud elle est limitée par la Province du Nord-Kivu¹. Elle est constituée de 5 territoires (Aru, Djugu, Irumu, Mahagi, Mambassa), avec une population avoisinant 12 000 000 d'habitants.

III. INSTABILITÉ POLITIQUE ET POLITIQUES AGRICOLES

La Province de l'Ituri souffre d'une forte instabilité politique, caractérisée par l'insécurité récurrente due aux multiples conflits armés suivis des massacres et tueries à grande échelle ; preuve de l'absence de l'autorité de l'Etat.

Il sied de signaler que l'agriculture est l'activité principale de la survie de la population iturienne, qui, à cause de climat tropical chaud possédant toutes les caractéristiques avec une prédominance des saisons sèches et de pluies qui tombent jusque trois fois l'an et lui procurent des terres du type argilo-sablonneux à haute fertilité, favorable aux cultures vivrières très variées voire même aux cultures semi-industrielles.

Il faut noter également que-, l'activité agricole en Ituri est basée essentiellement sur une méthode traditionnelle c'est-à-dire, non mécanisée. La production est destinée à la consommation locale d'auto alimentaire et de survie de famille avec à peine un surplus vendu dans les marchés locaux et pour l'approvisionnement d'autres villes du pays².

La sécurité est l'une des conditions sine qua non du développement agricole. Etant donné que la production agricole est essentiellement l'activité de la population paysanne, la présence des groupes armés locaux à caractère mono-ethnique (CODECO pour les Lendu, CHINI YA KILIMA pour les Bira) ainsi

¹ Jean Osomba Tsonda at all., *Ituri Terre et identité*, SNEL GRAFIC, Musée royal de l'Afrique central, Belgique, 2021, p433.

² Province de l'Ituri : *Rapport annuel de l'inspection provincial de l'agriculture pêche et élevage (AGRIPEL)*, novembre 2021.

que les groupes armés étrangers (HUTU Rwandais, ADF Nalu : ougandais...) en Province de l'Ituri génère une baisse de la production car ces derniers attaquent surtout les milieux ruraux, moins sécurisés. Cette situation a occasionné les déplacements massifs des paysans cultivateurs vers les endroits jugés les mieux sécurisés comme dans les grandes agglomérations, des centres de concentration dits camps des déplacés sans compter le nombre de ceux qui sont partis à l'étranger. C'est de cela que la FAO lance un cri d'alarme et présente un chiffre très alarmant de la population congolaise principalement dans les zones touchées par les atrocités de tout genre dont l'Ituri, victime de « l'insécurité alimentaire ». A en croire le représentant de cette organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en RDC, plus ou moins vingt-sept millions des personnes sont touchées par ce phénomène. Au cours d'un échange direct avec le Président du Sénat le 01 octobre 2021, ce dernier déclare qu'au regard des statistiques alarmantes de la malnutrition en RDC, une « politique agricole » et un « financement » sont plus que nécessaires³.

La FAO propose à cet effet, « l'augmentation urgente du budget alloué à l'agriculture en 2022 ». « Nous sommes à peu près à 27 millions des personnes qui sont en insécurité alimentaire. Donc, il faut absolument qu'il y ait des politiques, qu'il y ait des cadres mais surtout qu'il y ait un financement conséquent pour nous accompagner dans ce secteur. A déclaré Astride Ongone Obane, représentant pays de la FAO. Cette organisation recommande notamment l'adhésion du parlement de la RDC à l'alliance des parlementaires de la CEEAC car selon son représentant, tous les pays pratiquement de la CEEAC ont déjà mis en place ces alliances parlementaires pour la sécurité alimentaire. Il exhorte le Président du Sénat à faire tout ce qui est à son pouvoir pour que, cette alliance soit mise en place.

En outre, l'absence de vision stratégique et de priorités politiques claires au plan national du secteur agricole rend les initiatives provinciales aléatoires. C'est d'autant plus le cas qu'on observe un haut degré de corruption des élites étant donné le manque de coordination des politiques nationales, ce qui conduit à des duplications des projets concurrents non viables. En RDC tout comme en Province de l'Ituri le secteur de l'agriculture et celui de l'enseignement sont peu investis par les gouvernants. Le budget national alloué pour l'agriculture chaque année est de l'ordre de 3% seulement.

Les changements régimes qui se sont opérés au cours des dernières décennies ont été accompagnés de pillages répétitifs dont les pays voisins (l'Ouganda notamment) peuvent être à l'origine. Les machines servant à la culture du coton

3 RDC : www.fao.org, retrouvé aussi sur www.radiookapi.net, consulté le 26 février 2022 à 10 heures 03 minutes.

et de café ont été pillées tandis que plusieurs sociétés qui accompagnaient les agriculteurs ont fini par fermer leurs portes. La fermeture de ces usines dans les années quatre-vingt-dix a amené un bouleversement social sans précédent avec des conséquences énormes : perte totale de milliers d'emplois provoquant ainsi l'exode rural. La question des débouchés se pose avec acuité surtout pour ce qui concerne les produits non vivriers comme le café, le coton et le tabac. Le manque d'acheteurs après le départ des sociétés partenaires des agriculteurs pousse la Province à l'exportation vers l'Ouganda qui profite largement de l'avantage et devient l'un des plus grands producteurs grâce au café et au coton du territoire de Mahagi.

L'insécurité qui s'est aggravée depuis 2017 dans le territoire de Djugu ont poussé près de 2,8 millions dans le besoin humanitaire sans précédent. Nous sommes un peuple agriculteur, explique Jean-Faustin Lombuni Ndjula, il faut que la sécurité revienne vite pour reprendre nos activités dans lesquelles nous sommes incapables de nourrir nos familles. On n'a pas le pouvoir d'achat pour nous procurer tous les produits vivriers importés. Dans une étude menée par une ONG Action contre la faim dans la zone de santé de Drodro, près de 6,5% des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition. Les chiffres les plus élevés sont parmi les enfants qui ont été déplacés par la violence, une des causes de la faim⁴.

Il faut également considérer l'encadrement technique des paysans. Au niveau local, l'absence quasi-totale des moniteurs agricoles s'observe. Les rares des techniciens agricoles qu'on retrouve sont sélectionnés sur base d'affinité clanique. Les chefs des villages ou les chefs coutumiers sont plus penchés vers les taxes plutôt que la production. Cette faible considération les pousse à prendre les membres de leur propre famille (fils, cousins, oncle...) sans qualité ni compétence comme agronome pour encadrer les agriculteurs à cause de l'incapacité de la division provinciale « agri-pêche » d'affecter les moniteurs agricoles plus qualifiés.

IV. ENJEU DU DANGER CLIMATIQUE

La stabilité climatique a toujours été un atout majeur pour les agriculteurs. Pour beaucoup de chercheurs analystes, le changement climatique est l'effet de l'homme sur la nature. Nos aïeux qui savaient décrypter les signes du temps pour pouvoir procéder à la semence, aujourd'hui ne sont plus en mesure de le faire à cause de l'avancée très rapide de ce phénomène. Devenu l'un des grands problèmes politiques internationaux contemporains (GPPIC), le changement climatique n'inquiète pas seulement les pays les plus industrialisés ou les plus développés de la planète, mais affecte aussi très sérieusement les pays

4 Ituri : www.actioncontrelafin.org, consulté le 27 février 2022 à 15 heures 50 minutes.

en voie de développement. Autant que le VIH/SIDA, le terrorisme, ou encore l'épidémie de Covid-19, pour ne citer que cela, le changement climatique est très alarmant et mobilise à ce jour toute l'attention particulière de la communauté internationale dans le seul et unique but de limiter les dégâts de la famine qui a déjà touché la bonne partie de l'Afrique.

La Province de l'Ituri a elle aussi été frappée très sérieusement par ce drame climatique et mérite davantage l'apport de tous les partenaires du Gouvernement congolais pour relancer son économie agricole et contribuer à la stabilisation du climat et de son cycle agricole.

La population iturienne et plus particulièrement la population paysanne mérite davantage de l'Etat- une politique assez agissante et pragmatique combinée avec la sécurisation des espaces ruraux.

Nous pensons qu'il serait souhaitable de mettre en place une politique de sécurisation des milieux ruraux qui constituent les pools de production agricole. Ensuite, il s'agirait de procéder à l'encadrement des paysans, par l'octroi de crédit et de voter un budget conséquent. De même que, la mise en contribution des partenaires locaux et étrangers est de mise, il est aussi vrai que sans de bonnes routes on ne peut parler de productions. En effet, le gouvernement devrait à tout prix penser à la réhabilitation des routes de desserte agricole.

En quatrième lieu, mettre un terme à toute forme de financement des groupes armés serait une des solutions efficaces pour éradiquer définitivement l'insécurité. Cette action ne vise non seulement à dépouiller les terroristes ou groupes armés de leurs ressources financières mais aussi à bloquer les circuits par lesquels lesdites ressources sont transmises afin de leurs priver de moyens nécessaires pour mener à bien leur entreprise criminelle⁵. En outre, le Gouvernement devrait également encourager l'entrepreneuriat agricole qui fera en sorte que les besoins des intervenants dans les différents maillons de production endiguent le chômage en créant de l'emploi, facteur essentiel de développement et de stabilité d'une région. Au-delà de la frontière nationale, l'Etat congolais devrait peser sa souveraineté au niveau de la sous-région et de la communauté internationale pour décourager tous les complices étrangers auteurs de financement des groupes armés en Ituri, les mettre devant leurs responsabilités quel que soit leur rang.

En somme, l'agriculture dans la Province de l'Ituri est bafouée, négligée à cause de la mauvaise politique nationale. L'enjeu principal pour la relance du secteur agricole passe avant tout par la réforme d'une politique nationale saine qui est

5 J.-M Sorel (Dir), « La lutte contre le financement du terrorisme : perspective transatlantique », Cahiers internationaux n°21, éd. A. PEDONE, Paris, 2009, p9.

une condition sine qua non pour améliorer les conditions de vie des agriculteurs et lutter efficacement contre la faim et la pauvreté qui caractérisent la population congolaise, iturienne en particulier. Il faut donc mettre en place un système d'information sur les activités agricoles, facilitant la tâche aux agriculteurs qui n'ont d'ailleurs pas bénéficié pendant longtemps d'un encadrement adéquat et qui, pourtant, même dans les conditions les plus difficiles ils contribuent au développement agricole principalement dans les produits vivriers. Pour cela :

- L'accès à la formation et information technique doit être garanti aux agriculteurs ainsi qu'au crédit agricole ;
- La réhabilitation des anciennes sociétés agricoles (INERA, SOCONOKI, CODENOR...) qui ont prouvé leurs compétences et leur savoir-faire dans l'agriculture doit être assurée ;
- L'accent doit être mis sur l'accès aux intrants de qualité : matériel, semence, outils de transformation...
- L'accès au financement agricole doit être facilité, alors que les maisons financières exigent une garantie, les paysans n'ont pas souvent des propriétés ;
- La construction de nouvelles usines de transformation, doit être envisagée (il s'agira également de songer à la mécanisation ou à la réforme agraire).

En définitif, l'Etat congolais doit réserver une particulière attention au secteur de l'agriculture, au niveau tant national que provincial, en promouvant une politique agricole réaliste tout en l'appliquant réellement et en lui disposant un budget conséquent, ce qui le rendrait dynamique pour contribuer au développement du pays. Néanmoins, la sécurité est facteur non négligeable qui doit, en parallèle, être considéré.

V. NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Jean Osomba Tsonda at all, *Ituri Terre et identité*, SNEL GRAFIC, Musée royal de l'Afrique central, Belgique, 2021.

Province de l'Ituri : *Rapport annuel de l'inspection provincial de l'agriculture pêche et élevage (AGRIPEL)*, novembre 2021.

RDC : www.fao.org, retrouvé aussi sur www.radiookapi.net, consulté le 26 février 2022 à 10 heures 03 minutes.

Ituri : www.actioncontrelafin.org, consulté le 27 février 2022 à 15 heures 50 minutes.

J.-M Sorel (Dir), « La lutte contre le financement du terrorisme : perspective transatlantique », Cahiers internationaux n°21, éd. A. PEDONE, Paris, 2009.